



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

20 | Automne/hiver 2008

Comment intervenir au Proche et Moyen-Orient ?

Où sont donc les « sociétés civiles » au Moyen-Orient ?

Philippe Droz-Vincent



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/344>

ISBN : 978-2-918362-38-8

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2008

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Philippe Droz-Vincent, « Où sont donc les « sociétés civiles » au Moyen-Orient ? », *Humanitaire* [En ligne], 20 | Automne/hiver 2008, mis en ligne le 08 octobre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/344>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Où sont donc les « sociétés civiles » au Moyen-Orient ?

Philippe Droz-Vincent

- 1 Même si toute généralisation à l'échelle d'une région aussi diversifiée que le Moyen-Orient est imprudente, la question de la société civile (civil society, al-mujtama al-madani) s'y pose partout avec acuité. Elle est invoquée, depuis les politiques étrangères de certains Etats aux intérêts régionaux pesants, jusqu'aux nouveaux acteurs de la scène transnationale dont une composante très importante est représentée par les ONG. Ces dernières, dans leur recherche d'un accès non médiatisé par les pouvoirs en place à une action potentiellement plus efficace, rencontrent dans le tissu local une profusion d'acteurs, dans des sociétés moyen-orientales devenues très actives. Les contacts sont marqués par la présence en arrière-plan de l'hypothèque islamiste, considérée comme menaçante, sans qu'on sache précisément en cerner les composantes. Les questionnements restent alors sans fin pour savoir ce qui relève de dynamiques réelles de la société civile au Moyen-Orient ou de ce qui ne saurait être « fréquenté » : un projet politique islamiste visant à la prise de pouvoir. La question est d'autant plus prégnante que les dynamiques sociales au Moyen-Orient sont très fortement gênées par un contexte régional dégradé, avec la persistance de points d'abcès (le problème israélo-palestinien), l'émergence d'autres (Irak) et la présence militaire américaine pesante au Moyen-Orient.

L'omniprésent discours sur la société civile

- 2 La société civile est invoquée par les porte-parole de la politique étrangère américaine en complément du concept de « regime change », en vertu duquel l'action militaire viserait à renverser un pouvoir non démocratique. Dans cette perspective, la promotion de la démocratie invoque une aspiration intrinsèque des individus à la liberté, qui doit les amener à soutenir l'action américaine et à porter la démocratie en construction. Le tout s'appuie, comme en Irak en 2003-2004, sur des programmes de développement de la

société civile, dans lesquels interviennent ponctuellement, en tant que conseillers, ceux qui dans les années 1990 avaient remis au goût du jour dans les universités américaines prestigieuses cette notion de « société civile ». Cette dernière est l'expression-clé employée dans les cercles diplomatiques, les organismes para-officiels réfléchissant sur la politique étrangère – les fameux think tanks –, à la Banque mondiale, à l'Union européenne, au G8 (depuis qu'il a pris en charge les problèmes moyen-orientaux, intégrés sur initiative américaine à partir du sommet de Sea Island en juin 2004), au Programme des Nations unies pour le Développement et dans nombre d'ONG internationales... Les perspectives sont très différentes selon les organisations, mais les attentes sont fortes, portées sur l'émergence de sociétés civiles. Ces dernières sont constituées d'un foisonnement d'ONG locales, de journaux, de partis, d'associations, d'intellectuels et d'initiatives de citoyens entrepreneurs. Et les discours internationaux de se reporter aux Arab Human Development Reports rédigés annuellement sous l'égide du PNUD à partir de 2002 par des intellectuels arabes (par ailleurs fort critiques de l'utilisation de leurs conclusions par la politique étrangère américaine) qui analysent les facteurs gênant l'efflorescence des sociétés civiles moyen-orientales.

- 3 Les causes de ce souci généralisé pour la société civile tiennent à la somme de problèmes auxquels les sociétés civiles, précisément, sont sensées fournir une médication adaptée. Elles représentent en effet pour les officiels américains les aiguillons d'une vaste démocratisation à promouvoir dans cette zone stratégique. Elles doivent régler les problèmes régionaux et en premier lieu « assécher le marais » de l'extrémisme qui a conduit aux attentats du 11 septembre 2001. Depuis les années 1990, le Moyen-Orient est « essentialisé » comme une zone « exceptionnelle », qui serait restée à l'écart, par le maintien de régimes autoritaires, des avancées de la démocratie dans d'autres régions du monde.
- 4 De fait, il est vrai que dans cette région les autoritarismes se sont maintenus au pouvoir, la perspective de démocratisation progressive des institutions, des acteurs politiques et de la culture locale par la construction de « démocraties sans démocrates », pour reprendre l'expression de Ghassan Salamé, s'étant peu concrétisée. L'ouverture politique a été limitée : si certains régimes ont repris le discours de la réforme et de la bonne « gouvernance » (sans rien changer au contrôle exclusif du pouvoir...), d'autres sont restés bloqués dans leurs archaïsmes. L'éclosion des sociétés civiles semble alors la solution, le « missing link » permettant au Moyen-Orient de rejoindre les perspectives de la globalisation démocratique. En ce qui concerne les ONG, la société civile ouvre la possibilité de travailler au plus près des problèmes locaux et satisfait leur besoin de mobilisation autour de thématiques d'« advocacy » ou de « sécurité humaine ».

Des sociétés moyen-orientales très actives

- 5 Or, les sociétés moyen-orientales sont très actives voire mobilisées. En témoigne la croissance exponentielle, à partir des années 1990, du nombre d'ONG locales. Plusieurs séries d'explications peuvent être avancées. Sociales d'abord : des millions de jeunes ont été formés dans les universités et ont été en contact lors d'études à l'étranger avec les problématiques des droits de l'Homme, de la protection de l'environnement ou de la question des femmes... Politiques ensuite : l'associatif socio-culturel est davantage toléré que l'activisme politique, réprimé par les pouvoirs autoritaires.

- 6 Financières enfin : les organisations internationales favorisent les « petits » projets, donc de l'argent circule dans ces secteurs. Autrement dit, si les pouvoirs ont renforcé leur emprise à la fin des années 1990 – en particulier par des lois restrictives de contrôle des ONG – ils n'ont pas les moyens de tout contrôler, ne réagissant par la répression que lorsqu'ils se sentent menacés, et acceptant de nombreuses mobilisations ou auto-organisations sociales.
- 7 Les sociétés civiles au Moyen-Orient sont le produit de cet activisme social généralisé, où se mêlent besoin de prise de parole dans des systèmes fortement clos et pures nécessités de la survie, les pouvoirs ayant abandonné de nombreux secteurs de la protection sociale ou de l'éducation suite aux réformes économiques déguisées. La société civile rassemble alors des ONG de types et de tailles très variables, certains gouvernements finançant leurs propres ONG « gouvernementales ». N'oublions pas un mouvement syndical qui a retrouvé sa vigueur dans les années 2000 en Egypte ou en Iran et un activisme communautaire, confessionnel – de nombreuses associations confessionnelles, en particulier chrétiennes, existent en Syrie par exemple – ou de quartier qui se mobilise autour des questions de logement, de santé primaire, d'aide aux défavorisés... Tout ce tissu social s'introduit dans les marges par un contournement ou un évitement généralisé de l'Etat et de ses régulations tentaculaires, selon des modalités très différentes, entre ce qui est enregistré/légal, oublié, non vu, illégal mais toléré, discret, informel... le tout servant de matelas d'amortissement social dans le contexte d'une baisse de niveau de vie (inflation, chômage, difficulté de logement...).
- 8 Le débat reste cependant ouvert quant au fait de savoir s'il faut compter dans la société civile le secteur plus « traditionnel » (en arabe al-mujtama al-ahli par opposition à al-mujtama al-madani), constitué par les activités caritatives ou communautaires des mosquées, des familles de notables de quartiers, des élites marchandes du suq..² A cet égard, l'exemple du Yémen montre les formidables capacités de mobilisation d'une société pourtant considérée comme très « traditionnelle ».
- 9 A partir de cette profusion d'activisme social, un problème de structuration se pose. L'Irak, en 2003-04, est un exemple troublant d'une société (qualifiée un peu rapidement de « civile ») active, porteuse d'initiatives multiples mais qui peine à se structurer, après sa quasi-destruction par une décennie de guerre (Iran-Irak), suivie d'une décennie d'embargo onusien. La société n'a plus alors les capacités de rebondir après la chute du régime. A l'exemple de nombreux Etats africains au sein desquels la société (civile) existe mais n'est pas en mesure de rattraper l'effondrement des modes de structuration de la scène politique (state collapse), la société civile ne porte pas l'idée d'un contre-Etat mais de restructuration de l'Etat en lien avec elle, dans des rapports mutuels et non d'exclusion. Et l'Irak de plonger dans l'ethnisme et le confessionnalisme de la guerre civile (2006-2007), qui emprisonnent la société civile et la détruisent plus encore³. Dans d'autres cas comme l'Egypte, le « trop-plein » de société civile ne parvient pas à s'articuler à l'Etat, le régime conservant son contrôle exclusif et laissant la société à ses propres dynamiques.

Islamisme et société civile

- 10 On rejoint là le problème de l'Islam politique car le tissu social actif décrit plus haut comporte une composante « islamique ». Au Moyen-Orient, un important secteur

islamique s'est en effet développé dans les médias, l'économie, les loisirs, l'associatif, la culture... Une majorité d'ONG, associations d'aide ou organisations privées, sont islamiques au sens littéral, c'est-à-dire sans lien avec la mobilisation d'acteurs se réclamant de l'Islam politique. Mais la complexité s'introduit car les militants politiques islamistes, qui avaient un projet révolutionnaire de prise de contrôle de l'Etat (pour en faire un Etat islamique appliquant la charia), ont, après l'affrontement avec les régimes, renoncé en majorité à la lutte armée pour s'investir massivement dans le secteur associatif et social. Paradoxalement, au même moment, les régimes se sont « réislamisés » pour contrer la contestation islamiste, favorisant ainsi une « réislamisation d'Etat », par exemple à travers le rôle d'Al-Azhar en Egypte. Ce mouvement croisé favorise la montée généralisée d'une éthique islamique, des valeurs islamiques (*al-tarbiyya al-islamiyya*), une moralisation de la vie publique teintée d'Islam. Et l'expression même de « société civile » de devenir l'enjeu de controverses entre des gouvernements qui présentent leur action comme favorisant l'éclosion de celle-ci, des islamistes qui l'utilisent pour justifier leur appropriation de l'espace public et des intellectuels indépendants souvent isolés qui cherchent à défendre les libertés individuelles...

- 11 Il en résulte un maquis d'acteurs se réclamant ou se proclamant activistes de la société civile, dont il est souvent difficile de savoir s'ils sont islamiques seulement ou islamistes. Les islamistes se sont-ils convertis à la société civile, qui porte des dimensions associatives, de développement de la citoyenneté mais aussi de civilité – tolérance, respect des autres et des droits individuels en particulier –, ou s'agit-il pour eux de construire une contre-société pour saper l'Etat par d'autres moyens après l'échec sous les coups de la répression des tentatives de prise de pouvoir (sauf en Iran, au Soudan et plus récemment à Gaza) ?
- 12 La réponse à cette question est l'objet de débats sans fin... peut-être vains, car la société civile n'est pas un donné, appréciable en fonction d'un niveau de développement politique qui serait atteint ou non. Elle est aussi, et surtout, le fruit d'un contexte mouvant. Au Moyen-Orient, l'émergence de dynamiques sociales (de société civile) se produit dans le cadre du maintien de régimes autoritaires qui ont généralisé une forme de structuration de la vie politique et sociale et de l'espace public très oppressante. L'étranger – par exemple une ONG occidentale – ne le ressent pas immédiatement du fait même de son statut d'extériorité. Il faut dire qu'entre le carcan autoritaire enserrant la vie publique, le contournement social généralisé, les apparences demandées publiquement aux sociétés (celles de la conformité extérieure aux « canons » du régime), sans que cela préjuge de ce que les individus font et pensent dans des cercles privés, il n'est pas facile de saisir toute la complexité de cet environnement.

Le brouillage par les effets régionaux

- 13 Pèse aussi un autre facteur contextuel dans le contact entre ONG « extérieures » (occidentales) et tissu local (sociétés civiles). Tout acteur international rencontre en effet un contexte général de désoccidentalisation des structures d'autorité et de légitimation du monde, une volonté d'autonomie des sociétés et une sensibilité accrue à l'intervention extérieure. Dans un Moyen-Orient très déstabilisé depuis 2001-02 par l'interventionnisme américain et dans le contexte de montée de l'Islam politique, ces tendances sont exacerbées, se manifestant par un anti-américanisme (pouvant déborder sur un anti-occidentalisme) et une méfiance généralisée. Ces sentiments restent labiles, réversibles,

relevant souvent plus du discours que de l'action, mais introduisent des menaces. Un regard soupçonneux se pose sur les ONG internationales dans un contexte instrumentalisé par les acteurs politiques locaux (miliciens, chefs locaux...). L'action humanitaire en Irak se pratique ainsi « à distance » selon des conditions très strictes pour permettre un accès au terrain sans risquer la vie des humanitaires locaux travaillant pour les ONG.

- 14 Le problème est encore plus complexe lorsque les Etats occidentaux se lancent dans un certain nombre de politiques de reconstruction (state building, en Irak, Autorité palestinienne, Afghanistan). Les Etats sont à la recherche de « coherence » entre travail diplomatico-militaire et action humanitaire, quand ils n'affichent pas ouvertement la « Civil-Military Cooperation ». La politique étrangère aime à s'afficher « humanitaire » parce que l'humanitaire sert objectivement les objectifs d'une politique étrangère... quand bien même les acteurs non-gouvernementaux expliquent qu'ils ne veulent rien avoir à faire avec celle-ci. Si le contact avec le secteur humanitaire est tant recherché par les Etats, c'est qu'il est « légitimant » auprès des opinions publiques nationales. Les ONG sont réputées avoir des « capacités » utiles pour reconstruire des Etats (en sous-traitant des branches de gouvernement, en constituant un marché du travail, par leur apport concret dans des Etats défaillants...), même si beaucoup s'en défendent à juste titre. Les pratiques sont différentes entre l'Union européenne (ECHO) et la politique du State Department ou du Pentagon, mais relèvent de problématiques identiques qui finissent par gêner le travail des acteurs humanitaires, notamment au Moyen-Orient, et en particulier dans ses relations avec les sociétés civiles locales.

NOTES

1. Les hypothèses de ce texte ont aussi été nourries du contact avec les équipes de Médecins du Monde au Moyen-Orient, que je remercie très chaleureusement. Bien entendu, et selon la formule consacrée, elles ne sauraient être tenues pour responsables des idées développées ici.
 2. Lire dans ce numéro l'article de Bruno De Cordier, « ONG islamiques internationales et société civile dans les contextes musulmans : quelle proximité culturelle ? », pp. 42-49.
 3. A propos de l'Irak, lire dans ce numéro l'article de Kasra Mofarah, « Confusion humanitaire en Irak », pp. 35-41.
-

RÉSUMÉS

Même si toute généralisation à l'échelle d'une région aussi diversifiée que le Moyen-Orient est imprudente, la question de la société civile (civil society, al-mujtama al-madani) s'y pose partout avec acuité. Elle est invoquée, depuis les politiques étrangères de certains Etats aux intérêts

régionaux pesants, jusqu'aux nouveaux acteurs de la scène transnationale dont une composante très importante est représentée par les ONG. Ces dernières, dans leur recherche d'un accès non médiatisé par les pouvoirs en place à une action potentiellement plus efficace, rencontrent dans le tissu local une profusion d'acteurs, dans des sociétés moyen-orientales devenues très actives. Les contacts sont marqués par la présence en arrière-plan de l'hypothèque islamiste, considérée comme menaçante, sans qu'on sache précisément en cerner les composantes. Les questionnements restent alors sans fin pour savoir ce qui relève de dynamiques réelles de la société civile au Moyen-Orient ou de ce qui ne saurait être « fréquenté » : un projet politique islamiste visant à la prise de pouvoir. La question est d'autant plus prégnante que les dynamiques sociales au Moyen-Orient sont très fortement gênées par un contexte régional dégradé, avec la persistance de points d'abcès (le problème israélo-palestinien), l'émergence d'autres (Irak) et la présence militaire américaine pesante au Moyen-Orient.

INDEX

Mots-clés : Armée, Développement, Islam, Militaire, Organisation Non Gouvernementale (ONG), Politique étrangère, Religion, Société civile

Index géographique : Moyen-Orient

AUTEUR

PHILIPPE DROZ-VINCENT

Philippe Droz-Vincent est politologue, auteur de *Moyen-Orient, pouvoirs autoritaires et sociétés bloquées*, Paris, PUF, 2004 et de *Vertiges de la puissance, le moment américain au Moyen-Orient*, La Découverte, 2007. A paraître en janvier 2009, *Le Moyen-Orient*, Editions Le Cavalier Bleu.